



***CONFERENCE DE PRESSE DE MONSIEUR
Abdoulaye Bathily, Représentant spécial du
Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique
centrale, Chef de l'UNOCA
Libreville, 13/11/ 2014***

Mesdames, Messieurs les journalistes,

Je tiens tout d'abord à vous remercier d'avoir répondu à notre invitation à cette conférence de presse. Je suis très heureux de pouvoir enfin la tenir : depuis mon arrivée à Libreville le 2 juin pour assumer mes nouvelles fonctions de Représentant spécial du SG/ONU pour l'Afrique centrale, ce rendez-vous faisait en effet partie de mes priorités.

Mais, comme vous le savez, la dimension régionale de l'UNOCA m'impose des missions de bons offices dans les pays couverts par le Bureau, y compris ceux où des tensions ont un impact sous-régional important. J'ai été particulièrement mobilisé par la situation chaotique en République Centrafricaine (RCA). J'en suis d'ailleurs revenu hier, après avoir pris part à la 6^e réunion du Groupe international de contact le 11 novembre à Bangui. Depuis juillet, je représente en effet les Nations Unies au sein de la médiation internationale qui comprend le médiateur de la CEEAC, M. Denis Sassou Nguesso, Président du Congo et l'Envoyé Spécial de l'Union africaine, M. Soumeylou Boubèye Maiga. Il a été donc difficile de vous rencontrer plus tôt.

Cette rencontre est très importante. Au-delà de la nécessité de me présenter officiellement à vous, il est de notre devoir de faire le point sur nos activités et de répondre aux questions que le public se pose sur les sujets en rapport avec notre mandat. Celui-ci se résume en trois points principaux : prévenir les conflits, contribuer à la résolution pacifique des différends et consolider la paix en Afrique centrale.

Nous sommes aussi interpellés par des préoccupations spécifiques comme la coordination des efforts des Nations Unies et ses partenaires dans la lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) ; le combat contre le braconnage ainsi que la piraterie maritime et les vols à main armée dans le golfe de Guinée. Nous facilitons également les travaux du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC), dont l'UNOCA assure le Secrétariat depuis mai 2011. Par ailleurs, le Bureau fait face à de nouveaux défis sécuritaires comme les menaces persistantes de Boko Haram et l'impact sous-régional de la crise centrafricaine.

Je vais essentiellement m'appesantir sur ces deux derniers sujets, sachant que les dossiers de presse qui ont été mis à votre disposition contiennent des éléments d'information sur les aspects.

I - Menaces terroristes en Afrique centrale : mettre fin aux activités de Boko Haram

En ce qui concerne les menaces terroristes, vous avez observé, comme nous, que les attaques meurtrières menées par Boko Haram ont dépassé les frontières du Nigeria et constituent désormais une menace pour les pays voisins. Le Cameroun en est l'une des principales victimes. Au cours de

ces derniers mois, les activités de Boko Haram y ont en effet pris des proportions alarmantes, notamment dans la Région de l'Extrême-Nord où ce groupe multiplie ses incursions et ses actions, que nous condamnons fermement.

Je m'incline devant la mémoire des civils et des soldats qui y ont perdu la vie ces derniers mois. Par ailleurs, je salue les efforts que déploie le gouvernement camerounais pour contenir les assauts de ce mouvement terroriste ainsi que son rôle primordial dans la libération de certains otages. Le cas le plus récent est encore frais dans nos mémoires : celui des 10 Chinois et des 17 Camerounais, dont l'épouse du Vice-Premier Ministre Amadou Ali, accueillis avec émotion dans la nuit du 10 au 11 octobre après respectivement près de cinq mois et plus de deux mois de captivité.

Les Nations Unies exigent, une fois de plus, la cessation immédiate des activités de Boko Haram et la libération de tous les otages, y compris les jeunes filles enlevées le 14 avril dans leur dortoir du lycée de Chibok, dans l'Etat de Borno, au nord-est du Nigeria. Je lance un appel afin que la communauté internationale se mobilise davantage pour soutenir les efforts des Etats dans la lutte contre ce groupe terroriste dont les atrocités sont à l'origine d'un flux de réfugiés préoccupant dans les pays voisins. Entre juin et octobre 2014, plus de 17 000 Nigériens ont ainsi été accueillis dans un camp de réfugiés à Minawao, dans l'Extrême-Nord du Cameroun. Les autorités locales et le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) estiment qu'entre 4000 et 5000 nouvelles personnes arrivent dans la région chaque semaine, dont environ 70 % de femmes et d'enfants nécessitant une assistance immédiate. **Si rien n'est fait dans l'urgence, il est fort probable que survienne une catastrophe humanitaire qui compliquerait davantage les défis sécuritaires actuels.**

C'est l'un des enseignements que je tire de la mission que l'UNOCA a déployée du 19 au 31 octobre au Cameroun et au Tchad,. Cette mission, qui comprenait plusieurs autres partenaires internationaux et régionaux, a en effet permis d'évaluer l'impact des activités de Boko Haram sur ces deux pays frontaliers du Nigeria. Elle a aussi favorisé une réflexion concertée sur les mesures que l'ONU pourrait prendre pour fournir un appui aux gouvernements concernés ainsi qu'aux organisations sous-régionales compétentes.

Dans ce contexte, il est important de rappeler les enjeux de la coopération entre les Etats et entre les régions. J'encourage les dynamiques en cours et, en particulier, la décision prise le 7 octobre à Niamey par le Niger, le Tchad, le Nigéria, le Bénin et le Cameroun de créer une force militaire conjointe de 700 hommes pour répondre aux menaces posées par le groupe Boko Haram.

Je salue également les actions que mènent les autorités religieuses et traditionnelles ainsi que les membres de la société civile pour soutenir les efforts des gouvernements, y compris en matière de sensibilisation des populations. *En ce qui concerne le Gabon, j'ai suivi avec attention les campagnes d'information initiées le 1^{er} juillet dernier par les ministres de l'Intérieur et de la Défense. Le danger peut en effet venir de partout. Il est donc important d'investir dans la prévention et l'éducation des différentes communautés afin qu'elles prennent conscience de leurs*

responsabilités et évitent de tomber dans le piège de la manipulation ou de l'utilisation de la religion à des fins terroristes. Cela est intolérable. Et je rends hommage aux médias pour leur rôle dans ce vaste chantier de conscientisation des citoyens face à la menace de Boko Haram qui, comme l'ont rappelé les ministres gabonais cités plus haut et comme nous l'avons déjà relevé, ont un impact inquiétant sur certains pays voisins.

J'ai sensibilisé les membres du corps diplomatique et des organisations internationales sur cette question cruciale lors d'une rencontre ce matin. J'attirerai également l'attention du Conseil de sécurité des Nations Unies dans quelques semaines, lors de la présentation du 7^e Rapport du Secrétaire général de l'ONU sur les activités de l'UNOCA.

II - République Centrafricaine : appui à la médiation internationale

La situation en République Centrafricaine (RCA) est l'autre sujet de grande préoccupation dont je voudrais vous parler. Comme vous le savez, la paix et la sécurité continuent d'être menacées dans ce pays. Et, comme vous l'avez aussi noté, l'impact de cette crise sur la stabilité de la sous-région d'Afrique centrale est inquiétant. C'est l'une des raisons pour lesquelles les Nations Unies, l'ensemble de la communauté internationale et les organisations régionales, notamment la CEEAC et l'Union africaine (UA), ont fait de la RCA une priorité. J'ai pu m'en rendre compte à plusieurs occasions, y compris lors du 23^e Sommet de l'UA à Malabo (Guinée équatoriale) du 23 au 27 juin ainsi que lors de mes entretiens avec les Chefs d'Etat de la sous-région. Mes échanges avec les Présidents en exercice de la CEEAC et de la CEMAC, notamment MM. Idriss Deby Itno du Tchad (N'Djamena, 19 juin) et Ali Bongo Ondimba du Gabon (Libreville, 19 septembre) ont permis de noter leur volonté de tout mettre en œuvre pour aider la RCA à retrouver une paix durable. Par ailleurs, les discussions régulières initiées dès le 10 juin 2014 avec le Secrétaire général de la CEEAC favorisent des réflexions enrichissantes sur ce dossier.

Le moins que je puisse vous dire est qu'il y aura une solution à la crise centrafricaine. **Nous ne sommes pas en face d'une hydre. Des efforts significatifs sont d'ailleurs en cours en vue d'un rétablissement de la paix dans ce pays.** A cet égard, il convient de rappeler que le 23 juillet dernier, un accord de cessation des hostilités a été signé entre les parties centrafricaines lors d'un Forum à Brazzaville. L'Union africaine et les Nations Unies ont été appelées à soutenir la mise en œuvre de cet Accord en tant que membres de la médiation internationale. Comme je l'ai déjà dit plus haut, j'y participe comme représentant des Nations Unies. Ensemble, nous travaillons activement avec les dirigeants de la Transition et toutes les autres parties prenantes pour trouver des solutions pacifiques et à long terme qui permettront au pays de retrouver la stabilité et de préparer sereinement son développement. Outre la cessation des hostilités, le désarmement effectif des groupes rebelles est un élément important de notre stratégie pour un retour de la paix en RCA.

Dans ce contexte, nous avons effectué plusieurs visites à Bangui ainsi qu'à l'intérieur du pays, notamment à Bambari, pour discuter avec les différents protagonistes. Nous avons eu d'intenses séances de travail avec les autorités de la Transition ainsi qu'avec des représentants des partis politiques, des anti-Balaka, des ex-Séléka et de la société civile. Nous les avons sensibilisés sur la

nécessité de veiller à ce que le processus soit inclusif. **Nous avons également encouragé le gouvernement à observer le devoir de transparence dans la gestion des affaires publiques pour éviter des situations susceptibles de fragiliser la Transition.**

Suite à la récente flambée de violences à Bangui en octobre, les membres de la médiation sont allés de nouveau en RCA pour aider à la remise de ce processus sur les rails. Nous avons rappelé l'impératif pour toutes les parties de tourner le dos à la violence et d'œuvrer de manière constructive en faveur de la réconciliation nationale afin de garantir l'organisation des élections dans un environnement apaisé.

Je voudrais ici réitérer l'attachement du Secrétaire général des Nations Unies à l'aboutissement rapide de ce processus, qui doit déboucher sur la mise en place de nouvelles institutions démocratiques. C'est dans cet esprit que la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) – qui a succédé à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA), a démarré ses activités le 15 septembre.

Comme vous le savez, l'un des points cruciaux de son mandat a en effet trait à l'assistance nécessaire **« en vue de la tenue, au plus tard en février 2015, d'élections libres, régulières, transparentes et ouvertes à tous, auxquelles les femmes participeront pleinement et effectivement à tous les niveaux, dès le début, et auxquelles prendront également part les déplacés et les réfugiés centrafricains »**. Il y a désormais un débat sur la date de ces consultations électorales, compte tenu du retard dans la pleine mise en œuvre des divers engagements pris, dont certains représentent des conditions préalables à la tenue d'élections. Mais, quel que soit le cas, elles auront lieu avant la fin de l'année 2015. La 6^{ème} réunion du Groupe international de contact sur la RCA l'a d'ailleurs rappelé le 11 novembre dernier. Les autorités compétentes en sont conscientes. Je salue les efforts de la présidente de la Transition, Mme Cathérine Samba-Panza, qui a d'ores et déjà indiqué qu'elle respectera les règles du jeu : elle a en effet déclaré qu'elle ne posera pas sa candidature à la présidentielle.

Permettez-moi, à ce stade, de rendre hommage à la MICOPAX et à la MISCA pour le travail réalisé dans un contexte difficile. Je saisis aussi cette occasion pour renouveler mes chaleureuses et fraternelles félicitations au Général camerounais Martin Chomu Tumenta pour sa nomination comme Commandant de la Force de la MINUSCA.

Je salue le courage et la persévérance des collègues de la MINUSCA avec lesquels nous poursuivons une collaboration étroite dans le cadre de la mise en œuvre de nos missions respectives, en particulier en ce qui concerne l'appui à la médiation internationale. J'invite les populations et tous les acteurs politiques à veiller à l'intégrité du personnel de la MINUSCA, y compris les Casques bleus. Je suis peiné par l'attaque mortelle dont a été victime l'un d'entre eux le 8 octobre. J'exprime toute ma solidarité à sa famille et à tous les soldats de la paix mobilisés en faveur de la RCA.

Perspectives : prévenir les tensions et les violences électorales dans notre sous-région

S'agissant des perspectives, en dehors du suivi des différents sujets évoqués plus haut, je voudrais particulièrement attirer l'attention sur les élections prévues dans plusieurs pays de la sous-région dans les années à venir. Dans certains cas, nous sommes préoccupés par quelques signes de tension politique susceptible de constituer une menace pour la paix sociale et la stabilité.

J'invite tous les protagonistes concernés à prendre des mesures nécessaires non seulement pour garantir des processus électoraux transparents et équitables, mais aussi pour les organiser dans un environnement apaisé.

L'UNOCA continuera à œuvrer, de concert avec les Etats, la CEEAC et tous ses partenaires, pour prévenir les tensions et les violences électorales dans notre sous-région. Pendant le premier trimestre 2015, nous envisageons d'organiser un atelier sous-régional de renforcement des capacités des journalistes dans ce domaine. Nous le ferons conjointement avec le Centre des Nations Unies pour les droits de l'Homme et la démocratie en Afrique centrale et en partenariat avec la CEEAC.

Je saisis cette occasion pour saluer, une fois de plus, le travail des journalistes et le rôle qu'ils jouent dans la promotion de la paix et de la sécurité en Afrique centrale. Mais j'aimerais aussi les inviter à la responsabilité, car ils ont le potentiel de compromettre la paix et la sécurité, notamment en période électorale. En tout état de cause, les journalistes ont une mission noble et délicate qui mérite la protection des Etats ainsi que le soutien des citoyens. C'est pourquoi je suis très préoccupé par la précarité qui caractérise la liberté d'expression dans la sous-région. Je suis également très inquiet par la situation des journalistes qui sont contraints à l'autocensure voire à l'exil du fait des pressions politico-judiciaires ou des conflits. Certains sont la cible des groupes armés, comme le journaliste caméraman de la Radiotélévision nationale congolaise (RTNC) qui a été victime d'une attaque le 25 octobre 2014 à Goma, à l'Est de la RDC. Je suis solidaire des actions que mène la MONUSCO sur le terrain pour ramener la paix dans cette partie du territoire congolais où sévissent des forces négatives sans foi ni loi.

Je voudrais ici rappeler l'obligation de tous de respecter les termes de la Résolution 1738 adopté par le Conseil de sécurité le 23 décembre 2006, qui garantit la protection des hommes et femmes de médias, en particulier dans les conflits armés. Cela suppose aussi la lutte contre l'impunité. Les auteurs des entraves à l'indépendance et aux violences contre les journalistes doivent être interpellés, jugés et punis conformément à la loi. Les Nations Unies ont institutionnalisé 2 novembre comme « Journée mondiale de la fin de l'impunité des crimes commis contre les journalistes » pour promouvoir cette démarche.

C'est sur cette note que je voudrais conclure mon propos, en vous remerciant encore pour votre soutien aux actions de l'UNOCA en faveur de la paix et de la sécurité, condition *sine qua non* du développement durable et de l'intégration régionale en Afrique centrale.

Je suis à votre disposition pour des questions éventuelles.
